Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1969)
Heft: 117

Artikel: L'oligarchie de l'insolence
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1028398

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

J.A. Lausanne

Domaine public

117

L'oligarchie de l'insolence

Sous l'apparente stabilité politique, malgré la participation socialiste à l'exécutif, le pouvoir glisse à droite, en Suisse, toujours plus vite.
Cote d'alarme.
Les concentrations économiques se développent à un rythme rapide, les grandes entreprises multinationales se renforcent, les banques commerciales prennent des dimensions mondiales et resserrent leur emprise à l'intérieur du pays sur les moyennes entreprises. En face d'elles, quels contre-pouvoirs ?
Les décisions économiques au niveau de l'exécutif fédéral dépendent du radicalisme de droite; c'est la politique Celio-Schaffner, que n'embarrassent pas les contradictions. Ils prétendent lutter contre l'inflation, mais ils privent les locataires de toute protection, tolérant que l'indice soit entraîné par la poussée inflationniste des loyers. Ils recommandent un équilibre des budgets des collectivités, mais ils tolèrent que la collectiivté subisse le manque à gagner de la sous-enchère fiscale au profit des gros revenus et des grandes sociétés, sous-enchère qui déséquilibre les budgets des Cantons.
La majorité des Chambres, noyautée par les milieux économiques, se révèle docile, tolère, crée une sorte de vide politique.
Aussi l'on voit aujourd'hui les groupes de pression sortir à la lumière du jour non plus pour influencer les décisions de l'Etat, mais pour les défier.
Qu'ont dit les Chambres immobilières de Vaud et de Genève au Conseil d'Etat de leur canton ? Est-ce que vous signez, avant la fin de l'été, une convention sur la surveillance des loyers qui n'engagera d'ailleurs que les propriétaires qui le voudront bien, car c'est cela ou rien ? Chantage.
L'Association des Banquiers déclare : c'est nous qui voulons être maîtres du volume du crédit, du contrôle des émissions d'emprunt, sans que l'Etat puisse nous imposer une décision qui nous déplaîrait. Elle s'arroge, par une véritable délégation de pouvoirs, une compétence fondamentale de l'Etat. Ce groupe de pression n'influence plus le pouvoir, il prend en quelque sorte le pouvoir.
Nous connaissions depuis longtemps le régime de l'oligarchie. Mais elle avait jusqu'ici la pudeur de la discrétion.
Sont venus, désormais, les temps de l'insolence.

Trempe ton pain dans la soupe!

Knorr, nous le relevions dans notre dernier numéro, pratique une politique sociale avancée : à travail égal, salaire égal; ouvriers mis au bénéfice du statut d'employé.
Cette filiale schaffhousoise de la société américaine Corn-Products révèle, dans d'autres domaines, son style. Ainsi elle a appelé à son conseil d'administration le conseiller national radical Pierre Freymond, qui démontre une fois de plus l'aptitude radicale à assurer les liaisons avec la haute industrie; mais il n'y a là rien de nouveau; en revanche Knorr a appelé aussi comme administrateur le conseiller national socialiste zuricois Hermann Leuenberger, ancien président de la F.C.T.A. et de l'Union syndicale suisse.
Même si l'entreprise se révèle socialement généreuse, elle appartient à un groupe particulièrement dynamique du néo-capitalisme, dont une des tendances caractéristiques est d'intégrer les forces les plus représentatives de la société (professeurs d'Université, anciens généraux, hommes politiques, anciens syndicalistes).
Le syndicalisme aurait beaucoup à perdre si le précédent se généralisait. Comme le faisait remarquer le «Sonntags-Journal» du 9-10 août 1969, l'homme du rang risque de s'écrier : « Ah! Ah! les chefs syndicalistes font maintenant comme les conseillers fédéraux. »

Crise au sein du Parti du Travail

D'abord une question sur le rôle d'informateur de la presse romande : Les événements qui travaillent le Parti du travail ne sont pas un simple grenouillage, une mesquine querelle de personnes ; ils ont une signification idéologique et, compte tenu de l'échelle locale, historique. Alors, et c'est notre question, pourquoi ce silence quand l'événement était déjà de notoriété publique et qu'il avait fait l'objet d'une relation bien documentée dans le « ZW — Sonntags-Journal » du 9/10 août, qui est un hebdomadaire à grand tirage, qui, de surcroît a des relations étroites de collaboration avec certains journaux romands ? Pourquoi ? Est-ce ignorance, est-ce pour mieux faire éclater l'événement en saison électorale ? Pourquoi ?

La jeunesse

Le Parti du Travail a longtemps exercé une attraction privilégiée sur la jeunesse. Il était vu comme le plus extrême ; s'en approcher ou s'y engager était une manière de couper le cordon ombilical.
Avec sagesse le PdT laissait se constituer ces mouvements, sans pousser à l'adhésion ; c'était une formule souple ; son rayonnement était augmenté, il trouvait là de futurs militants ; il n'avait pas à subir les mouvements internes que peut provoquer une jeunesse du parti. Ainsi en alla-t-il avec le M.D.E. (mouvement démocratique des étudiants), avec les Jeunesses Progressistes, etc.... Puis, un jour le charme a été rompu.

Le Conseil communal et Moscou

L'histoire du PdT est jalonnée des épreuves que la politique impérialiste de l'URSS lui a fait subir. Chaque fois, il fallait, sous les invectives, serrer les rangs ; des militants s'en allaient, bruyamment ou sur la pointe des pieds. Une sorte d'épuration naturelle s'opérait ainsi.
La fidélité à Moscou tenait donc lieu d'idéologie et assurait la non-intégration du parti dans le conformisme démocratique.
En compensation, dans les Conseils locaux, le PdT recherchait systématiquement ce qui pourrait plaire; l'électoralisme (auquel certains tempéraments étaient plus particulièrement portés) était évident.
La fidélité à Moscou et les affaires de clocher créaient ainsi un équilibre original.

Rupture

Est venu un moment où le soviétisme intégral n'a plus été possible. Prague a été ce tournant. Mais avant Prague il était évident que la société soviétique n'était plus considérée comme un modèle par la jeunesse. Il suffisait pour s'en rendre compte de suivre les Conférences des Jeunesses Progressistes auxquelles les leaders du parti assistaient parfois — heureux de voir qu'« il y avait du monde », inquiets d'entendre que Trotsky n'était plus à l'index.

(Suite en page 4)

Bi-mensuel romand
N° 117 11 septembre 1969 Sixième année

Rédacteur responsable : André Gavillet
Le numéro : 70 centimes
Abonnement pour 20 numéros :
Pour la Suisse : 12 francs
Pour l'étranger : 15 francs
Changement d'adresse : 50 centimes
Administration, rédaction :
Lausanne, Case Chauderon 142
Chèque postal 10 - 155 27
Imprimerie Raymond Fawer S.A., Lausanne

Aux articles de ce numéro ont collaboré :

Ruth Dreifuss
Henri Galland
André Gavillet
Marx Lévy
Jacques Morier-Genoud

Le N° 118 sortira de presse le jeudi 2 octobre 1969